Solidaires Finances Publiques — SYNDICAT NATIONAL

Le 10 novembre 2026

EN GRÈVE LE 17 NOVEMBRE :



POUVOIR D'ACHAT DES FONCTIONNAIRES : LES COMPTES NE SONT PAS BONS !

Malgré des manifestations massives à travers tout le pays le 5 novembre, le Gouvernement offre des miettes et n'a pas un mot pour les 5,8 millions de fonctionnaires de ce pays. Pendant ce temps, la Cour des comptes sort sa calculette et propose de nous faire encore plus les poches.

APRÈS LE GEL DU POINT D'INDICE, LE GEL DE NOS CARRIÈRES ?

On pensait avoir tout vu : le point d'indice gelé, les augmentations générales disparues, la suppression de la GIPA, le jour de carence, la baisse de l'indemnisation du congés de maladie ordinaire les carrières qui piétinent et les grilles indiciaires qui décrochent. Sans oublier les économies sur nos frais de déplacements, en particulier pour nos formations professionnelles. Mais visiblement ce n'est pas suffisant pour la Cour des comptes qui vient de mettre sur la table des propositions d'économies pour redresser les finances publiques.

Et devinez quoi ? Le déroulement de nos carrières serait la solution ! **Pour réaliser 3,8 milliards d'économies, la Cour des comptes propose de suspendre pendant un an les avancements et les promotions dans la Fonction publique ! Autrement dit, une année sans avancement, sans promotion, sans progression salariale liée à la carrière. Une année de travail supplémentaire sans reconnaissance de notre expérience et de nos qualifications !**

Mais ce n'est pas tout, la Cour des comptes propose également la non-revalorisation de prestations sociales, la réduction des ressources des collectivités territoriales et la hausse de la TVA. En pleine mobilisation sur le pouvoir d'achat, il fallait oser cette provocation supplémentaire !

À LA DGFIP, NOUS CONNAISSONS DÉJÀ LA MUSIQUE !

On nous demande toujours davantage : de technicité, de polyvalence, d'adaptabilité. Nos missions ne cessent d'évoluer, les outils se transforment, les restructurations sont toujours d'actualité et les charges de travail s'intensifient. Mais lorsque vient le moment de reconnaître nos compétences, notre engagement professionnel, il n'y a plus d'argent.

DE TELS CHOIX NE CESSENT DE :

- **Nous pénaliser financièrement ;**
- **Dévaloriser notre expérience et engagement professionnels ;**
- **Aggraver le déclassement des fonctionnaires ;**
- **Décourager les agentes et agents et fragiliser encore davantage l'attractivité de la DGFiP.**

L'AUSTÉRITÉ NE DOIT PAS DEVENIR UN PROJET DE SOCIÉTÉ !

Depuis des années, le même discours nous est servi : il faut réduire les dépenses publiques. Et à chaque fois les mêmes recette : gel de notre rémunération, suppression d'emplois, blocage des carrières, réduction des prestations sociales, asphyxie des collectivités territoriales et fragilisation des services publics.

Derrière chaque gel de rémunération, il y a des mois de plus en plus difficiles. Derrière chaque promotion bloquée, il y a une carrière dévalorisée. Derrière chaque suppression d'emploi, il y a une charge de travail supplémentaire. Derrière chaque économie réalisée sur les services publics, il y a un accueil supprimé, un délai supplémentaire pour les usagers, une mission dégradée, un agent ou une agente qui ne peut plus exercer correctement sa mission et qui est en souffrance mais aussi un usager qui renonce à ses droits.

Ce n'est pas cela que nous voulons pour la DGFiP, la Fonction publique et plus globalement pour la société !

Il existe d'autres choix budgétaires : une fiscalité plus juste, une meilleure contribution des plus hauts revenus et des patrimoines, une lutte déterminée contre la fraude et l'évasion fiscales, une remise en cause des dispositifs fiscaux et aides publiques injustifiés.

POUR TOUTES CES RAISONS, NE GELONS PAS NOS MOBILISATIONS ET NOTRE DÉTERMINATION.

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 17 NOVEMBRE !